

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

N° 25 001

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9

OBJET DU MARCHE

Vérification et de contrôle réglementaires (CVPO) des installations et des matériels de la CNMSS.

SOMMAIRE

1	Présentation de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS)	3
1.1	Identification de l'acheteur	3
1.2	Présentation de la CNMSS	3
2	Caractéristiques générales du marché	3
2.1	Objet du marché	3
2.2	Forme et procédure du marché	3
2.3	Composition du marché	4
2.3.1	Poste 1 - Prestations forfaitaires	4
2.3.2	Poste 2 – Prestation à bon de commandes	4
2.4	Montant du marché	4
2.5	Allotissement	4
2.6	Durée du marché	5
2.7	Documents contractuels	5
2.8	CLAUSE DE REEXAMEN	5
3	Prestations du marché	6
3.1	Définition et contenu des prestations	6
3.1.1	Définition des prestations	6
3.1.1	Contenu des prestations	6
3.1.2	Les prestations incluses dans le forfait :	6
3.1.3	Les prestations hors forfait :	7
3.1.4	Emission des bons de commande :	7
3.2	Exécution de prestations :	7
3.2.1	Lieu d'exécution	7
3.2.2	Modalités d'exécution	8
3.3	Personnel intervenant pour le compte du titulaire	8
3.4	Mesures de sécurité	8
3.5	Conditions générales de la prestation	9
3.6	Horaires	9
3.7	Déclaration de sous-traitant	9
4	Aspect financier du marché	9
4.1	Prix Forme des prix	9
4.1.1	Contenu des prix	10
4.1.2	Variation des prix	10
4.2	Modalités financières	10
4.3	Clause de déclenchement de variation de prix	11
4.3.1	Modalités de règlement	11
4.3.2	Palements	11
4.3.3	Avance	11
4.3.4	Cession ou nantissement des créances	12
4.3.5	Retenues de garantie	12
5	Vérification et constations de l'exécution des prestations	12
5.1	Opérations de vérification	12
5.2	Constatation de l'exécution des prestations	12
6	Pénalités	12
6.1	Pénalités pour retard	12
6.2	Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	13
7	Assurance, litiges et dérogations	13
7.1	Assurance	13
7.2	Résiliation	13
7.3	Litiges	13
8	Dispositions diverses	14
8.1	Echanges dématérialisés	14
8.2	Langues	14
9	Autres obligations administratives	14
10	Dérogation CCAG/FCS	14

1 Présentation de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS)

1.1 Identification de l'acheteur

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier 83090
Toulon Cedex 9.

1.2 Présentation de la CNMSS

La Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) est un établissement public national à caractère administratif, doté de l'autonomie juridique et financière. Son activité relève du service public. Son personnel a le statut de fonctionnaire de l'Etat et son siège social est à Toulon (83).

Sa mission essentielle est de servir aux militaires et à leur famille les prestations prévues par la loi, en remboursant les frais de soins nécessités par la maladie ou la maternité. A titre complémentaire, elle intervient en faveur de ses assurés les plus démunis sur son fonds d'action sanitaire et sociale. Par ailleurs, elle développe des actions de prévention.

Depuis 2004, les soins liés aux APIAS sont remboursés par la CNMSS pour le compte de la DCSSA. Depuis 2010, elle reprend, pour le compte de l'Etat, la mission de remboursement des soins médicaux gratuits et des dépenses d'appareillage, au profit des anciens combattants titulaires d'une pension militaire d'invalidité.

« Extrait du guide d'accueil de la CNMSS »

2 Caractéristiques générales du marché

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la vérification et contrôle réglementaire (CVPO) des installations et des matériels de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS).

Description du marché : Il prévoit les conditions selon lesquelles le titulaire :

Effectue la maintenance préventive, la maintenance corrective de l'ensemble de ces équipements,
Assure un fonctionnement optimal de ces équipements,

Le TITULAIRE déclare connaître parfaitement la constitution des installations et la consistance des matériels et équipements dont il assure les opérations de vérification et des contrôles réglementaires obligatoires.

Code CPV : 71630000-3 Services de contrôle et d'essais techniques

Code Nomenclature des achats CNMSS : 80.03 Prestations de contrôle technique de bâtiment ou d'installations spécialisées (installations électriques, de levage, etc.) y compris les analyses et essais en vue d'une attestation de conformité

2.2 Forme et procédure du marché

La consultation est lancée suivant la procédure adaptée visée à l'Article R 2123-1 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

Il s'agit d'un marché composite fixant toutes les stipulations contractuelles et comprenant une partie à bon de commande en référence aux articles R 2162-13 et 2162-14 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

Le marché porte sur des prestations de fournitures et services.

2.3 Composition du marché

Ce dernier se décompose comme suit :

- Poste 1 - forfaitaire pour les prestations récurrentes
- Poste 2 - bons de commande pour les prestations ponctuelles exécutées sur bon de commande dont les prestations ont détaillé dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

2.3.1 Poste 1 - Prestations forfaitaires

Le descriptif des prestations à réaliser et les spécifications techniques figurent au paragraphe 2.1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCPT).

2.3.2 Poste 2 – Prestation à bon de commandes

Le descriptif des prestations à réaliser et les spécifications techniques figurent au paragraphe 2.2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCPT).

Les prestations ponctuelles sont listées sur les Bordereaux des Prix Unitaires (BPU).
Les bons de commande peuvent être adressés par tous les moyens (Mail, télécopie...) et ce, jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Ils sont émis par le service habilité de la CNMSS au fur et à mesure des besoins signalés par le titulaire à l'occasion des visites d'entretien ou de réparation, et signés par le représentant de la CNMSS ayant reçu délégation.

Les bons de commande, numérotés, datés et signés, portent les mentions suivantes :

- ❖ La référence du marché (numéro, date de notification),
- ❖ Le nom et l'adresse du titulaire,
- ❖ La désignation des prestations, quantités et prix unitaires,
- ❖ Le montant total H.T.,
- ❖ Le taux et le montant de la T.V.A.,
- ❖ Le montant total T.T.C.,
- ❖ Le délai,
- ❖ Le cachet, le nom et la signature du représentant du pouvoir adjudicateur.
- ❖ Le cas échéant, le délai d'exécution peut être fixé d'un commun accord entre le titulaire et l'administration.

2.4 Montant du marché

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximal de 140 000 euros HT sur la totalité du marché (forfait + bon de commande sur La durée maximale du marché toutes reconductions comprises.

Le présent accord cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

2.5 Allotissement

Conformément aux articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code la commande publique, le présent marché n'est pas alloti : en raison d'un volume financier trop faible.

2.6 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'1 an à partir du 01 janvier 2026, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Le marché est reconductible de manière tacite au plus 3 fois, pour la même durée sans pouvoir excéder une durée totale de quatre ans.

Le titulaire du marché n'a pas la faculté de refuser cette reconduction.

Dans le cas de non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité du marché. Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leurs termes.

2.7 Documents contractuels

- ✓ L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes,
 - ❖ Décomposition des Prix Global et Forfaitaires (DPGF)
 - ❖ Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et ses annexes
 - ❖ n° 1 : Fiche d'évaluation ,
 - ❖ n° 2 : Convention de stage,
 - ❖ n° 3 : Fiche de stage,
 - ❖ n° 4 : Défense mobilité.
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes 1 à 7,
 - ❖ Annexe 1 : électricité
 - ❖ Annexe 2 : ascenseur, monte-charge et monte handicapés
 - ❖ Annexe 3 : tableau général des appareils de levage par Numéro de série
 - ❖ Annexe 4 : portes automatiques / portes manuelle
 - ❖ Annexe 5 : machines dangereuses
 - ❖ Annexe 6 : équipement de sécurité
 - ❖ Annexe 7 : détail du contenu des plans des sites
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 1^{er} avril 2021 publié au JORF du 30 mars 2021, en vigueur au moment de la notification
- ✓ Le mémoire technique remis par le titulaire.

2.8 CLAUSE DE REEXAMEN

La CNMSS peut être amenée à redéfinir le périmètre des prestations, aussi, il est inséré dans le présent marché une clause de réexamen.

Des modifications pourront être apportées au contrat conformément à l'article R.2194-1 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif au code de la commande publique dans les cas suivants :

- ✓ Le nombre de prestation indiqué pour la partie forfaitaire peut évoluer en cours de marché. Dans ce cas, la CNMSS en informe le titulaire. Ces éventuelles évolutions ont pour effet de supprimer ou rajouter dans le périmètre du marché les prestations associées, et de faire évoluer les montants correspondants,
- ✓ Le nombre de prestation indiqué pour les prestations ponctuelles sur le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- ✓ Fermeture temporaire ou définitif d'un site,

En cas de prestations nouvelles ou de variation à la hausse ou à la baisse des prestations, il est demandé au titulaire d'établir une proposition tarifaire, et un délai de mise en place, au vu des éléments échangés entre le titulaire et la CNMSS.

La formalisation de ces modifications sera effectuée par la mise à jour des annexes financières.

Toute modification fera l'objet d'un acte modificatif bilatéral, la date de prise en compte sera mentionnée dans l'acte.

En cas de diminution des prestations à réaliser, le titulaire ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

3 Prestations du marché

3.1 Définition et contenu des prestations

3.1.1 Définition des prestations

Les opérations de vérifications et de contrôles portent soit sur une vérification initiale, soit sur un contrôle périodique, tel que défini dans les textes réglementaires.

Ces opérations ont pour objet de maintenir en conformité les équipements et installations, au travers d'essais permettant de s'assurer de leur bon fonctionnement et de vérifier que les dispositifs de sécurité remplissent correctement leur rôle.

Il appartient au technicien, dépêché par le titulaire et chargé du contrôle, de connaître les textes réglementaires et les normes applicables à chaque catégorie d'installations ou équipements ; les évolutions réglementaires survenant en cours de marché devront être prises en compte.

3.1.1 Contenu des prestations

La description des vérifications et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) du marché.

Les prestations doivent être conformes aux dispositions du présent CCAP. Certaines prestations sont incluses dans un forfait annuel, d'autres sont hors forfait.

3.1.2 Les prestations incluses dans le forfait :

Comprennent des prestations périodiques et par nature de contrôle à réaliser (1) sur les sites de Toulon, La Garde, Paris dans les 07 domaines techniques suivants :

- ✓ Électricité (Q18 comprise),
- ✓ Ascenseur, monte-charge et monte handicapés
- ✓ Tableau général des appareils de levage par Numéro de série
- ✓ Portes automatiques / portes manuelle
- ✓ Machines dangereuses
- ✓ Équipement de sécurité
- ✓ Détail du contenu des plans des sites

Les sites concernés pour chaque type d'activité sont identifiés dans le tableau B de la partie II du CCTP. Les périodicités des contrôles ont été précisées par le titulaire pour chaque équipement à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

3.1.3 Les prestations hors forfait :

Concernent des contrôles occasionnels que la CNMSS fera ou serait susceptible de faire réaliser dans les domaines d'activité décrite dans l'annexe 2 de l'acte engagement.

La description des vérifications et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) du marché.

Chaque prestation fait l'objet **d'un rapport d'intervention**, au format PDF dématérialisé remis au service concerné de la CNMSS.

3.1.4 Emission des bons de commande :

Seules les prestations hors forfait font l'objet de bons de commande. Ce sont les opérations de contrôles occasionnels figurant à l'annexe 2 de l'AE pour tout autre contrôle.

Les bons de commande peuvent être adressés par tous les moyens (télécopie, courriel...).

Il est possible d'émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. La durée d'exécution des bons de commande passés dans le cadre du présent marché ne pourra excéder 1 (un) an à compter de la date de fin de validité du marché.

Ainsi l'exécution des derniers bons de commande pourra aller au-delà de la date de validité du marché dans le respect de la réglementation des marchés publics. Ils sont émis par le service habilité de la CNMSS au fur et à mesure des besoins et signés par le représentant de la CNMSS ayant reçu délégation.

Il est précisé sur le bon de commande, dûment référencé, les renseignements suivants :

- ❖ La référence de l'accord cadre (numéro du marché, date),
- ❖ Le nom et l'adresse du titulaire,
- ❖ Le numéro, la date et la durée du bon de commande,
- ❖ L'adresse et le lieu précis d'exécution des prestations,
- ❖ La désignation de la prestation,
- ❖ Le délai d'exécution,
- ❖ Le montant hors taxes,
- ❖ Le montant de la TVA,
- ❖ Le montant toutes taxes comprises du bon de commande
- ❖ Les coordonnées (téléphone et courriel) de la personne à contacter éventuellement.

Le délai d'exécution peut être fixé d'un commun accord entre le titulaire et l'administration sur le bon de commande. Passés ces délais, le titulaire encourt des pénalités financières (cf. art. 6.1 du CCAP).

Conformément au CCAG/FCS, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande, qui lui est notifié, appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné, dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

3.2 Exécution de prestations :

3.2.1 Lieu d'exécution

Les prestations doivent notamment être effectuées sur les sites de la CNMSS énumérés ci-dessous :

- ✓ CNMSS - 247 et 256 avenue Jacques Cartier – 83000 Toulon
Bâtiments « brun » et « bleu » y compris pour ce dernier, l'appartement de fonction du Directeur et le studio des agents de sécurité –
- ✓ Crèche LAMALGUE - 28 avenue Jean Guiramand - 83000 Toulon
Local « chambres de passage » - au-dessus de la crèche
- ✓ Villa Guiramand - 99 avenue Guiramand – 83000 Toulon
- ✓ Bâtiment « Archives » - Z.I. La Garde – avenue Joseph Lambot – 83130 La Garde
- ✓ Bâtiment de l'antenne de PARIS - 66 rue Boissière – 75016 Paris

3.2.2 Modalités d'exécution

Le titulaire s'engage à assurer la qualité et le suivi des prestations pendant toute la durée d'exécution du marché conformément aux dispositions prévues par les pièces constitutives du marché.

Il s'engage à respecter les visites planifiées telles qu'elles ont été définies à l'article 3.2 B du CCTP ainsi que celles qui lui seront commandées.

Il s'engage à remettre à chaque intervention, dans les 15 jours ouvrable un rapport relatif aux vérifications et contrôles effectués.

Conformément au CCAG/FCS, la CNMSS dispose d'un délai de 15 jours jour ouvrable, à compter de la remise de ce rapport, pour prendre une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

3.3 Personnel intervenant pour le compte du titulaire

Le personnel intervenant pour le compte du titulaire est placé sous sa responsabilité. Il s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité du travail propres aux prestations à effectuer.

Le titulaire transmet à la CNMSS, à la notification du marché, la liste nominative des personnels affectés à la réalisation des prestations sur les différents sites de la CNMSS.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

3.4 Mesures de sécurité

Le titulaire veille à ce que ses personnels se conforment strictement aux règles d'accès et de circulation à l'intérieur des sites.

L'accès aux sites de la CNMSS est réglementé comme suit :

Tout intervenant sur les sites de la CNMSS doit pouvoir justifier de son identité, afin d'y accéder. La CNMSS doit être informée au préalable des identités des intervenants afin de faciliter les démarches d'accessibilité aux sites.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les lieux qualifiés de point sensible ou de zone protégée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, le titulaire doit observer les dispositions particulières que la CNMSS lui communique.

Le personnel du titulaire circulant à l'intérieur de la CNMSS sur les sites de Toulon et de La Garde doit être muni d'un badge, sur les autres sites, il doit se conformer aux mesures de sécurité qui lui seront précisées.

Rappel : le titulaire est tenu d'informer ses sous-traitants des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution et doit s'assurer du respect de ses obligations par ses sous-traitants.

Confidentialité des informations

Le titulaire, ou ses personnels chargés d'assurer les prestations, qui, à l'occasion de l'exécution de la prestation ont reçu à titre confidentiel des renseignements (documents ou objets, ou informations de toute nature) sont tenus à la plus stricte confidentialité pour tout ce qui concerne ces communications.

3.5 Conditions générales de la prestation

Les travailleurs isolés sont interdits : il est impératif que l'équipe intervenant soit composée au minimum de deux personnes.

Préalablement à ses interventions, le titulaire du marché prend connaissance des règles et procédures de sécurité et conditions d'intervention sur le périmètre d'implantation de l'établissement et doit impérativement s'y conformer. En toutes circonstances, les dispositions du code du travail, de la réglementation en vigueur et les mesures d'hygiène et de sécurité sont obligatoirement respectées.

Le prestataire doit effectuer les démarches administratives nécessaires à la réalisation des différentes prestations. L'ensemble des frais liés aux démarches administratives est à la charge du titulaire. Les documents (copies de demandes, autorisations, etc.) liés à ces démarches sont obligatoirement transmis au représentant désigné de la CNMSS.

Le titulaire du marché doit préalablement et pendant les travaux, mettre en place une signalisation temporaire conforme aux règlements en vigueur.

Le titulaire du marché dispose de son propre matériel de signalisation.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter la dégradation des sites, trottoirs, chaussées etc. Le titulaire endosse la responsabilité des dégâts occasionnés suite à son intervention sur les ouvrages principaux et collatéraux.

3.6 Horaires

Les jours ouvrés s'entendent du lundi au vendredi de 8h00 à 18 h00.

3.7 Déclaration de sous-traitant

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé au représentant de la CNMSS :

- Soit au moment du dépôt de l'offre
- Soit après le dépôt de l'offre.

Nota : Le titulaire reste responsable devant la CNMSS de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de sous-traitants.

4 Aspect financier du marché

4.1 Prix Forme des prix

Les prix sont soit forfaitaires soit unitaires.

Les prix sont établis en euros hors taxes sur la base du tarif en vigueur au mois de fixation des prix dans l'offre.

Le montant de la TVA est calculé au taux en vigueur à la date du fait générateur. Dans le cas de variation de la TVA, il en sera tenu compte dans les prix de règlement.

- **Prix forfaitaire**

Le prix est forfaitaire pour les opérations de vérifications et de contrôles réglementaires périodiques par site et par nature de contrôle figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

- **Prix unitaire**

Le prix est unitaire pour les prestations occasionnelles, non comprises dans le forfait, figurant aux annexes 2 de l'acte d'engagement.

4.1.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés « tout frais compris » comprenant notamment la prestation de contrôle ou de diagnostic, le matériel nécessaire aux opérations de vérification, la rédaction et l'envoi du rapport de visite, les cotisations d'assurance ...

4.1.2 Variation des prix

4.2 Modalités financières

Les prix sont révisables annuellement, au premier jour du mois de la date anniversaire de la notification du marché.

$$P = Po * (0,15 + 0,60 \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TSo} + 0,25 \frac{IPPIF}{IPPIFo})$$

Dans laquelle

P = Prix révisé

Po = prix initial

ICHTrev-TS = dernier indice mensuel définitif connu au mois précédant celui de la révision

ICHTrev-TS o = indice du mois de la date limite de remise des offres

Indice IPPIF = dernier indice mensuel définitif connu au mois précédant celui de la révision

Indice IPPIFo = indice du mois de la date limite de remise des offres.

Les indices utilisés sont :

- ICHTrev-TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques sur le site www.insee.fr sous l'identifiant n° 001565183.

- Indice IPPIF = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques sur le site www.insee.fr sous l'identifiant n° 001565183.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision est calculée avec les valeurs définitives des indices ; il n'est pas prévu de révision provisoire des prix.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par l'INSEE en remplacement de la série arrêtée.

Pour les prestations sur bons de commande, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande, par dérogation au dernier alinéa de l'article 10.2.2 du CCAG/FCS.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

4.3 Clause de déclenchement de variation de prix

La variation des prix annuelle est appliquée dès lors que le montant de ladite variation du prix initiale est supérieur à 3 %.

En cas de variation de prix annuelle inférieure ou égale à 3 %, le prix initial n'est pas modifié.

4.3.1 Modalités de règlement

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- ✓ Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
- ✓ Numéro 25 001 pour les prestations forfaitaires,
- ✓ Numéro d'engagement juridique (EJ mentionné sur les BdC) pour les prestations ponctuelles,
- ✓ Le code service numéro 77,
- ✓ La désignation de la prestation exécutée ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale militaire de Sécurité Sociale.

Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret CNMSS : 180 090 045 00014

Code service N° 77

Pour toutes demandes relatives à la facturation vous pouvez contacter le bureau facturier à l'adresse mail suivante : DAC.BF@cnmss.fr (aucune facture ne doit être transmise à cette adresse).

4.3.2 Paiements

La monnaie du marché est l'euro.

Délai de paiement

La CNMSS procèdera au paiement des sommes dues dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la réception de la demande de paiement du titulaire par le maître d'ouvrage, accompagnée des justifications afférentes. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; un nouveau délai global est ouvert, il ne peut en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

A défaut de paiement dans les délais prévus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4.3.3 Avance

Conformément Article R2191-3, L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

4.3.4 Cession ou nantissement des créances

Le certificat de nantissement nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique selon les conditions définies aux articles R 2191 - 45 à 47 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 pris en application de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018.

Sont désignés :

- Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-46 et suivants du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018 : le Directeur de la CNMSS.
- Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent comptable de la CNMSS - 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

4.3.5 Retenues de garantie

Sans objet

5 Vérification et constations de l'exécution des prestations

5.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

5.2 Constatation de l'exécution des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

6 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

6.1 Pénalités pour retard

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de retard, si les prestations suivantes n'ont pas été remises dans un délai imparti :

Désignation	Durée	Pointe de départ du délai	Pénalités de retard
Délai d'exécution des prestations.	20 jours calendaire	Date indiquée sur le planning annuel	$P = V \cdot R / 1000$ **
Documents à remettre après exécution	15 jours calendaire	Le lendemain de la visite	$P = V \cdot R / 1000$ **

** P = Montant de la pénalité en € HT / V= Valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité / R= Nombre de jours de retard.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze à compter de la notification de ce décompte.

Passé ce délai d'un mois, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, « le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000.00 € H.T. pour l'ensemble du marché ».

6.2 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

En cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé et conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, modifié par la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013, la CNMSS, informée par écrit, par un agent de contrôle, de la situation irrégulière de l'entreprise titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise titulaire, ainsi mise en demeure, apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise, des renseignements propres à permettre le contrôle, est appliquée une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

7 Assurance, litiges et dérogations

7.1 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

7.2 Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles du chapitre VII du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

En cas de non-respect des obligations résultant de l'exécution des clauses prévues au présent marché ou en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues, la CNMSS se réserve le droit, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, de résilier le marché.

Cette résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité.

7.3 Litiges

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. En cas de désaccord, les contestations doivent faire l'objet d'une lettre de réclamation rédigée par le titulaire dans les conditions et délais définis à l'article 46 du CCAG/FCS.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Toulon.

5 rue Racine

BP 40510 – 83000 Toulon

Tél : 04 94 42 79 30

E-mail : greffe.ta-toulon@juradm.com

8 Dispositions diverses

8.1 Echanges dématérialisés

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Concernant les échanges électroniques ils seront possibles via la plate-forme des achats de l'Etat (<https://www.marchespublics.gouv.fr>) en cas d'indisponibilité de la PLACE, par courriel, le titulaire (ou la CNMSS) accuse réception formellement et explicitement de l'information ou de la décision par un retour de courriel mentionnant outre son nom et qualité une phrase du type : «j'accuse réception le (date réception) du (bon de commande n° xxx, de la demande de prolongation etc....)»

8.2 Langues

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

9 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo cette collecte et vérification documentaire.

Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour vous. A l'issue de la notification vous recevrez un email d'invitation de la part de Hiveo pour créer votre compte et y déposer vos documents.

10 Dérogation CCAG/FCS

Paragraphe	Dérogation
4.2 Modalités financières	10.2.2 Révision des prix